

DELANNAY Didier

# LA GESTAPO I

La **Gestapo**, acronyme tiré de l'allemand **Geheime Staatspolizei** signifiant « Police Secrète d'État », était la police politique du Troisième Reich. Fondée en Prusse par Hermann Göring, son pouvoir s'étendit ensuite, sous l'impulsion de Heinrich Himmler, à l'ensemble du Reich et des territoires envahis par ce dernier au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Intégrée à partir de 1939 au Reichssicherheitshauptamt (ou RSHA en abrégé, « Direction générale de la sécurité du Reich ») de Reinhard Heydrich, elle fut successivement dirigée par :

- Rudolf Diels (en tant qu'organisation prussienne) de 1933 à 1934 ;
- Reinhard Heydrich de 1934 à 1936 ; puis de 1936 à 1939 (en tant que directeur de la Sipo, englobant la Gestapo) ;
- Heinrich Müller[a] de 1939 à 1945.

Chargée de lutter contre les opposants internes ou externes, réels ou supposés, puis contre les adversaires du régime nazi ou les résistants dans les pays occupés, elle fut, par ses exactions, synonyme de terreur et d'arbitraire. Elle joua un rôle essentiel dans l'extermination des Juifs d'Europe, notamment via l'Amt B4 (bureau B4), dirigé par Adolf Eichmann.

Active jusqu'aux derniers jours du régime nazi, elle fut condamnée en tant qu'organisation criminelle lors du procès de Nuremberg.

## Évolution et structure

### Contexte

De l'insurrection spartakiste aux actions des corps francs, de l'assassinat de Walther Rathenau au putsch de la Brasserie, la république de Weimar est marquée par une profonde instabilité et de fréquentes violences politiques, au cours desquelles s'illustre notamment la Sturmabteilung (SA), milice du parti nazi. L'appareil d'État allemand met en œuvre une stratégie de lutte essentiellement dirigée contre les communistes et les antinazis, exécutée par la police régulière, comme en Bavière, ou par la police politique, comme en Prusse. De son côté, à l'initiative d'Heinrich Himmler, le parti nazi se dote d'un service de sécurité interne, le Sicherheitsdienst (SD), confié à Reinhard Heydrich

### Göring et création

« Pendant des semaines, j'ai travaillé personnellement à la réorganisation pour arriver à créer, moi seul, de mon propre mouvement et de ma propre initiative, le service de la Gestapo. Cet instrument, qui inspire une profonde terreur aux ennemis de l'État, a puissamment contribué au fait qu'on ne peut plus parler aujourd'hui d'un danger communiste ou marxiste en Allemagne ou en Prusse »

— Hermann Göring, 1934.

Lors de l'arrivée au pouvoir des nazis en janvier 1933, ceux-ci mettent en place une politique de répression suivant trois axes : l'écartement, l'internement et l'élimination des opposants politiques en dehors de tout cadre légal, menés par la SA et la SS, notamment avec l'ouverture des premiers camps de concentration ; la mise en place d'un cadre juridique permettant de donner à la répression un cadre légal ; la création d'un organe consacré à la police politique, la future Gestapo.

Député au Reichstag et membre du Landtag de Prusse depuis mai 1928, président du Reichstag en 1932, ministre sans portefeuille, commissaire à l'aviation et ministre de l'Intérieur de Prusse[b] dans le gouvernement d'Adolf Hitler, Hermann Göring prend les rênes de la police prussienne, la plus importante d'Allemagne, le 12 février 1933. Il entreprend dès le lendemain la nazification en congédiant 22 commissaires sur 32 qui sont remplacés par des nazis recrutés dans les rangs des SA. De plus, il arme les policiers de revolvers, jugeant les matraques de caoutchouc et les bâtons qui

étaient utilisés auparavant comme des « armes méprisables » et déclare qu'il assume personnellement la responsabilité de toutes les balles tirées par un policier. Dès le 22 février, Göring accroît ses forces en nommant 25 000 SA, 10 000 SS et 15 000 membres du Stahlhelm en tant que policiers auxiliaires.

Dans cette opération d'écartement des policiers aux sentiments républicains, il dispose d'une aide précieuse, celle de Rudolf Diels qui a d'ailleurs épousé la nièce de Göring, Ilsa. Chef de la section politique de la police prussienne, l'Amt IA, qui avait combattu communistes et nazis avec efficacité et énergie, Diels met ses fichiers au service du nouveau pouvoir. Ses fichiers comprennent plusieurs documents compromettants obtenus depuis plusieurs années capables de déshonorer des adversaires qu'ils soient nazis ou antinazis. Diels avait obtenu notamment des lettres privées d'Ernst Röhm où ce dernier manifestait ses penchants homosexuels. Immédiatement après la proclamation des lois d'urgence du 28 février 1933 pour la défense du peuple et de l'État, officiellement justifiés par l'incendie du Reichstag, la police prussienne prend part, aux côtés de la SA et de la SS à la première grande rafle d'opposants organisée à Berlin dans la nuit du 28 février au 1er mars 1933. Dès ce moment, la Gestapo « pouvait agir sans restriction et sans responsabilité, pratiquer l'arrestation secrète et la détention à perpétuité sans accusation, sans preuve, sans audience. Aucune juridiction ne pouvait s'y opposer, ni ordonner la mise en liberté et réclamer un nouvel examen du dossier ».

Le 5 mars 1933 des élections auront lieu puisque Hitler a obtenu la dissolution du Reichstag et Göring n'hésite pas à utiliser le service de police afin de servir la campagne du parti nazi. D'ailleurs, au cours du mois de février, 50 personnes s'affichant antinazis furent tuées. Ces élections se solderont par un nouveau succès pour le parti nazi. Göring est nommé ministre-président de Prusse le 5 mars 1933, tout en conservant son poste de président du Reichstag ; c'est à ce titre qu'il fait adopter, le 23 mars, lors de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire une loi couvrant les crimes et délits commis dans une intention patriotique, complétée, le 23 juin, par l'amnistie des condamnations prononcées contre des nazis avant la prise du pouvoir.

La Gestapo est officiellement créée le 26 avril 1933 par un décret prononcé par Göring en tant que police secrète d'état ; elle est dirigée par le ministre de l'Intérieur de Prusse, c'est-à-dire Göring lui-même avec Diels comme adjoint. Dans la foulée, la Gestapo, dont les activités sont jusqu'alors officiellement limitées à Berlin, ouvre un bureau dans chaque district prussien qui demeure subordonné au service central de Berlin et met en place, dès le mois de juin, un réseau de surveillance de l'opinion publique et de délation. Elle démantèle l'organisation clandestine du parti communiste mais enquête également sur les activités de la SA, perçue par Göring comme une rivale, et dont elle fait fermer ou transférer à la SS, ses camps de concentration « privés ».

À la suite des manœuvres de Wilhelm Frick (acteur majeur des lois de Nuremberg), qui n'accepte pas que la Gestapo échappe à son autorité, Diels est révoqué en septembre 1933, pour être remplacé par Paul Hinkler, alcoolique notoire ; son mandat dure moins d'un mois, avant le retour en fonction de Diels, qui fait aussitôt arrêter son éphémère successeur. Afin d'éviter la répétition de tels soubresauts, la Gestapo est officiellement soustraite des attributions du ministère de l'Intérieur, le 30 novembre 1933, pour ne relever que du ministre-président de Prusse, c'est-à-dire Hermann Göring.

Le 1er avril 1934, Diels est à nouveau limogé, pour être remplacé, le 20 avril, par Heinrich Himmler, Göring conservant toutefois officiellement la direction de la Gestapo.

### **Prise en main par la SS et intégration au RSHA**

Pendant que Göring organise la Gestapo en Prusse, Heinrich Himmler prend petit à petit le contrôle des polices des autres États allemands : en mars 1933, il est nommé préfet de police de Munich, puis, un mois plus tard, président de la police de Bavière ; dans les mois qui suivent, il prend le contrôle des polices de Hambourg, du Mecklembourg, de Lübeck, de la Thuringe. Au printemps 1934, il dirige toutes les polices allemandes à l'exception de celle de la Prusse. Sorti vainqueur d'une lutte pour le pouvoir qui l'oppose à Kurt Dalwege, le protégé de Wilhelm Frick, Himmler unifie toutes les polices allemandes dès sa nomination à Berlin et étend le champ d'action de la

Gestapo à toute l'Allemagne ; à la tête du service central de la Gestapo, il nomme son plus proche adjoint, Reinhard Heydrich, déjà responsable du SD. Heydrich prend comme adjoint à la direction de la Gestapo un ancien membre de la police criminelle de Munich sous la république de Weimar, Heinrich Müller, qui s'était notamment illustré dans la lutte contre les communistes.

Le 17 juin 1936, Himmler est nommé chef de toutes les polices allemandes (*Chef der Deutschen Polizei*) ; il contrôle l'Ordnungspolizei (OrPo ou Polizei) de Kurt Dalwege et la Sicherheitspolizei (Sipo), qui regroupe la Gestapo et la Kriminalpolizei (Kripo), dirigée par Arthur Nebe. La Sipo est chargée de lutter contre les ennemis de l'État : la Kripo poursuit « les individus qui par la suite de dégénérescence physique ou morale sont séparés de la communauté populaire et qui violent, dans leur intérêt particulier, les dispositions prises pour préserver l'intérêt général », la Gestapo s'occupant « des individus qui, comme mandataires des ennemis du peuple allemand national-socialiste, veulent détruire l'unité nationale et anéantir la puissance de l'État ».

Le 22 septembre 1939, la Sipo est incorporée, avec le Sicherheitsdienst (SD), au Reichssicherheitshauptamt (RSHA), placé sous la direction de Heydrich. À la mort de celui-ci, en juin 1942, Himmler assurera une supervision directe de quelques mois puis nommera comme successeur, Ernst Kaltenbrunner en début 1943.

### **Missions et pouvoirs**

« La Gestapo a la tâche de rechercher toutes les intentions qui mettent l'État en danger, et de lutter contre elles, de rassembler et d'exploiter le résultat des enquêtes, d'informer le gouvernement, de tenir les autorités au courant des constatations importantes pour elles et de leur fournir des impulsions »

— Décret d'Hermann Göring du 10 février 1936.

L'absence de tout cadre légal, avant le décret de Göring, n'empêche pas la Gestapo d'agir dès 1933. Sur la base des décrets des 28 février 1933 et 8 mars 1934, qui mettent en place la détention de protection (*Schutzhaft*), elle peut emprisonner ou interner en camp de concentration qui bon lui semble, sans limite de durée, sans chef d'accusation et sans procès. L'absence de tout contrôle juridictionnel sur les agissements de la Gestapo est officiellement confirmé le 10 février 1936, par une loi qui indique notamment que « les ordres et les affaires de la police secrète ne sont pas sujets à l'examen des tribunaux administratifs », loi qui ne fait que confirmer un avis de la Cour administrative de Prusse de 1935, selon lequel une mise en détention de protection ne peut être contestée devant un tribunal.

### **Organisation interne**

Placée sous l'autorité opérationnelle de Heinrich Müller de 1936 à 1945, la Gestapo est organisée en six départements (en allemand *Amt*, au singulier), qui comportent plusieurs sections. La plus connue d'entre elles, la section B4, dirigée par Adolf Eichmann, va être le principal organisateur de l'extermination des Juifs d'Europe.

•Amt A : adversaires du nazisme

- 1.Communistes, marxistes et organisations apparentées, propagande illégale ou hostile
- 2.Contre-sabotage et mesures de sécurité générale
- 3.Réactionnaires, libéraux, légitimistes, émigrés
- 4.Service de sécurité, prévention des attentats

•Amt B : églises, sectes religieuses, Juifs et francs-maçons

- 1.Catholicisme politique
- 2.Protestantisme et sectes

3. Autres églises et francs-maçons

4. Juifs

• Amt C

1. Fichier central, gestion du personnel, surveillance des étrangers

2. Internements de protection

3. Presse et publications

4. Affaires du parti

• Amt D : territoires occupés et travailleurs étrangers en Allemagne

1. Protectorat et Tchécoslovaques résidant dans le Reich

2. Gouvernement général et Polonais résidant dans le Reich

3. Ennemis de l'État étrangers

4. Territoires de l'Ouest : Pays-

Bas, Belgique, France, Luxembourg, Alsace, Lorraine, Norvège, Danemark

• Amt E : Contre-espionnage

1. Problèmes généraux et contre-espionnage dans les usines du Reich

2. Problèmes économiques généraux

3. Pays de l'Ouest

4. Pays nordiques

5. Pays de l'Est

6. Pays du Sud

• Amt F

1. Police des frontières

2. Passeports

3. Cartes d'identité

4. Police des étrangers

• Amt P : Relations avec les polices étrangères

• Referat N (1941) : centralisation des renseignements

## **Rôle**

### **Élimination des opposants**

Au travers de l'appareil du parti nazi, du *Gauleiter* au *Blockleiter*, la Gestapo dispose en Allemagne, « de dizaines de milliers d'oreilles et d'yeux attentifs ». Mais la Gestapo proprement dite n'a pas développé un encadrement lourd de la population, en raison de l'encadrement par le parti, mais aussi des nombreuses lettres de dénonciation que ses services reçoivent tous les jours : à Cologne, en 1942, on compte 69 membres de la Gestapo pour 750 000 habitants. Si le rôle réel de la Gestapo dans l'incendie du Reichstag est controversé, elle est bien au centre la préparation de la nuit des Longs Couteaux. Elle contribue à monter le dossier du faux complot de Ernst Röhm contre [Adolf Hitler](#) et à rédiger la liste des personnes à assassiner ; elle participe également aux meurtres et commet notamment ceux de Herbert von Bose, de Kurt von Schleicher et de son épouse et d'Erich Klausener.

Désormais indépendante, la SS peut mener à bien sa besogne. Le parti nazi étant reconnu parti unique, la Gestapo continue à traquer sans relâche les opposants politiques, en particulier les membres du KPD, et de façon générale tous les résistants allemands au nazisme. De même, ceux qui n'entrent pas dans l'idéal du parti que les nazis appellent la *Volksgemeinschaft* (la communauté du peuple), sont rapidement repérés et interceptés : le fichage des homosexuels est ainsi confié à la Gestapo en 1934. On commence alors à s'intéresser aux minorités en particulier aux Juifs. Le parti va mettre à la disposition de la Gestapo une base légale pour multiplier les arrestations : le 19 septembre 1935, sont votées les lois de Nuremberg dans lesquelles il est disposé que tout mariage entre Juif et Allemand non-juif est strictement interdit.

Un climat général de terreur s'est installé en Allemagne. Alors que la police apparaît lors des films de propagande comme proche du peuple, les dénonciations se multiplient. Durant l'été 1936, Himmler est nommé *Chef der Deutschen Polizei* (chef de toutes les polices d'Allemagne) mais c'est Heydrich, son bras droit qui la dirige véritablement. En outre, le ministère de l'Intérieur possède encore un contrôle important. Les intellectuels SS ont un rôle de plus en plus déterminant au sein de la machine nazie à partir de la fin des années 1930. Werner Best, juriste et technocrate SS, est l'un d'eux. Il assiste Heydrich à la tête de la Gestapo jusqu'en 1940. Franz Six est quant à lui le concepteur du *Gegnerforschung* (section de la Gestapo qui traque les ennemis du Reich) et recruté par Heydrich au sein du SD. En 1938, à la suite de l'Anschluss, les dirigeants de la gauche autrichienne sont arrêtés. L'année suivante, la Gestapo établit une liste des opposants tchèques à supprimer.

### **Poursuite de la répression**

Les oppositions grandissent contre la brutalité du régime policier. L'association de la Rose blanche, dirigée par Sophie et Hans Scholl, critique la boucherie de Stalingrad ainsi que les déportations. Dénoncés, ils sont arrêtés par la Gestapo puis décapités le 22 février 1943 près de Munich.

La police secrète traque les auditeurs des radios étrangères, dont l'usage est strictement interdit, reconnu comme un acte de trahison. Les amateurs de musique américaine (jazz et swing) sont également pourchassés puisque le régime n'autorise pas l'écoute de la « musique nègre ». Enfin, les mariages mixtes sont analysés au peigne fin. À Francfort, Heinrich Baab ordonne l'arrestation des Juifs mariés avec des Aryens : la ville va connaître des dizaines de milliers d'arrestations (1941-1943).

Au mois d'août 1943, Himmler est nommé *Reichs-und Preussischer Minister des Innern* (« ministre de l'Intérieur ») : il est désormais le maître incontesté du régime policier allemand.

### **Toute-puissance et chute**

À compter de l'attentat du 20 juillet 1944, la terreur devient l'un des ressorts du totalitarisme national-socialiste. Cette politique se renforce au fil des mois, jusqu'au tout derniers jours du conflit. L'action de la Gestapo se focalise alors contre les opposants de longue date au régime, les pillards, que les policiers sont autorisés à exécuter sur le champ à partir de septembre 1944. De plus, son contrôle sur les populations étrangères dans le Reich (travailleurs forcés) se renforce par la volonté de traquer systématiquement les évadés du Service du Travail, qui avec la désorganisation consécutive aux bombardements, forment des bandes, subsistant grâce au marché noir, de plus en plus entreprenantes au fil des mois. Dans les dernières semaines du conflit, un nombre important de ces bandes sont démantelées et leurs membres fusillés.

### **Répression dans les territoires occupés**

Au cours de l'année 1939, les dirigeants de la Gestapo forment leurs hommes à une prochaine entrée en guerre. Müller coordonne l'opération Tannenberg qui sera un prétexte pour attaquer sans scrupule la Pologne en septembre.

Le 4 juin 1942, Heydrich est tué dans un attentat à Prague. Cet événement intensifie la violence et les arrestations. Himmler reprend provisoirement la direction du RSHA jusqu'en janvier 1943, date

à laquelle Ernst Kaltenbrunner lui succède. En représailles à sa mort, près de la capitale tchèque, les SS et la Gestapo rayent de la carte le village de Lidice en fusillant tous les hommes et en déportant les femmes et les enfants. En Pologne, par exemple à Lublin, le chef de la Gestapo, Oswald Gündelach fait assassiner des dizaines de milliers d'innocents et organise une gigantesque rafle antijuive entre le 3 et le 4 novembre 1943 : plus de 43 000 personnes sont assassinées.

À Paris, c'est l'*Obersturmbannführer* Kurt Lischka qui dirige la Gestapo à partir de l'automne 1940 en s'installant rue des Saussaies (8<sup>e</sup> arrondissement – actuels locaux du Ministère de l'Intérieur). Le président du Conseil français, Pierre Laval, se met d'accord avec les nazis pour mener efficacement l'arrestation des Juifs par la police et la gendarmerie françaises : au total 80 000 Juifs français sont déportés.

En France, la Gestapo a aussi parfois la charge de contrôler et censurer le courrier (travail généralement assuré par la Wehrmacht) : elle appose sur les plis contrôlés un cachet rond où figure la légende « Geheime Staatspolizei » avec au centre l'aigle allemand à croix gammée. L'action de la Gestapo, en France, a bénéficié de l'aide de 6 000 agents français et de l'appui de 24 000 informateurs occasionnels. Les agents français étaient dirigés par Masuy.

### **Déportation et extermination des Juifs d'Europe**

Entre l'automne 1939 et le printemps 1940, Hitler veut gagner la guerre au plus vite. Il ordonne l'élimination de 70 000 personnes par les Einsatzgruppen en Europe de l'Est, en particulier en Ukraine et en Biélorussie. Les unités SS et la Gestapo prêtent main-forte à ces unités mobiles pour exterminer les hommes en âge de combattre. Avec la réquisition des moyens de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), c'est notamment au sein de la Gestapo dans le service IV.B.4, dirigé par Adolf Eichmann, que sont organisés tous les transports de déportés vers les camps de concentration. C'est également la Gestapo qui procède aux arrestations des Juifs — qui désormais doivent porter l'étoile jaune — et des opposants politiques en Allemagne et dans les territoires conquis.

Le 31 juillet 1941, Heydrich établit un plan pour l'élimination des Juifs à « grande échelle » : l'opération *Reinhard*. L'objectif est de planifier l'extermination de 2 millions de Juifs polonais. Durant l'automne, Himmler ordonne sa mise en place. Le 20 janvier 1942, Müller est présent à la conférence de Wannsee, durant laquelle on coordonne la *Endlösung* (« Solution finale »). Le projet est diffusé au sein de la Gestapo, auxiliaire incontournable de sa mise en place. Heydrich veut faire de ses policiers non plus les modèles de la *Volkgemeinschaft*, mais « des policiers politiques », véritables acteurs de la Solution finale.

La Gestapo fonctionne sans aucun tribunal et décide elle-même des sanctions à appliquer. Elle s'est rendue célèbre, en Allemagne d'abord, puis dans toute l'Europe occupée, par la terreur implacable qu'engendrent ses procédés. Elle incarne l'arbitraire et l'horreur des forces nazies. La Gestapo est une police des esprits, ayant des informateurs dans toutes les couches sociales de la population. Aux 3 500 policiers allemands présents sur le territoire français, s'ajoutent 40 000 auxiliaires d'origines diverses, y compris le grand banditisme. En avril 1942, Himmler obtient d'Hitler que les pouvoirs de police, dans les territoires occupés en France, soient transférés des militaires au général de police SS, Carl Oberg. La Gestapo peut alors appliquer à la France les méthodes employées en Allemagne et dans les autres territoires occupés. Dès le 10 juin, le pouvoir central nazi lui recommande d'utiliser la torture lors des interrogatoires pour arracher des aveux et des informations aux prisonniers récalcitrants. C'est le cas notamment du chef de la Gestapo à Lyon, Klaus Barbie, le « bourreau de Jean Moulin ».

### **Principaux agents et officiers**

Klaus Barbie (Sipo-SD Lyon)

•Werner Best (Sipo-SD Copenhague)

•Karl Bömelburg



- Theodor Dannecker (Sipo-SD Paris)
- Rudolf Diels
- Adolf Eichmann, affaires juives, Gestapo (Berlin)
- Gerhard Flesch
- Hermann Göring, fondateur de la Gestapo
- Oswald Gudenlach
- Viktor Harnischfeger (Sipo-SD Lille)
- Reinhard Heydrich, directeur de la Gestapo, puis chef du RSHA en français : « Office central de la sécurité du Reich » qui supervise la Gestapo, et « vice-gouverneur » du Reich en Bohême-Moravie (Prague)
- Heinrich Himmler, chef de la SS et de toutes les polices du Reich (Berlin)
- Herbert Kappler
- Ernst Kaltenbrunner, successeur d'Heydrich au RSHA (Berlin)
- Werner Knab (Lyon)[35]
- Helmut Knochen (Paris)
- Kurt Lischka (Paris)
- Heinrich Müller, chef central de la Gestapo, rattachée au RSHA (Berlin)
- Pierre Paoli
- Henry Rinnan
- Walter Schellenberg
- Karl Eberhard Schöngarth
- Julius Ritter (responsable en France du STO et de la Déportation)

## Notes

Heinrich Müller a successivement été :

\* chef des opérations de la Gestapo de 1936 à 1939 ;

\* directeur de la Gestapo (en tant qu'unité « RSHA Amt IV », donc rattachée au RSHA) de 1939 à 1945.

Il a donc en permanence eu Reinhard Heydrich comme supérieur hiérarchique, jusqu'à la mort de ce dernier en juin 1942. Ensuite, son supérieur hiérarchique a été : Heinrich Himmler, de manière intérimaire en 1942 ; puis de 1943 à 1945, Ernst Kaltenbrunner, le successeur de Heydrich.

1. Il dépend donc officiellement de Franz von Papen, ministre-président de Prusse.

2. Dans les faits, elle échappe dès ce moment tant à la tutelle du ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick, qu'à celle du ministre de la Justice, Franz Gürtner.

3. Comme le souligne Delarue 1996, p. 80-81) l'imbroglio administratif, typique du Troisième Reich est total : en tant que ministre de l'Intérieur de Prusse Frick est le subordonné de Göring, mais il est aussi son supérieur en tant que ministre de l'Intérieur du Reich.

4. À la suite d'un attentat qui vient d'être commis contre Hitler à Munich le 8 novembre 1939, dont l'auteur, Georg Elser est arrêté par hasard par des douaniers, alors qu'il tentait de fuir en Suisse.



## ARTICLE CONNEXE 1

### **Die Deportation von Homosexuellen während des Zweiten Weltkriegs La déportation des homosexuels durant la Seconde Guerre mondiale**

Alors que des milliers d'ouvrages ont été consacrés à la question de la déportation sous le régime nazi, le destin des « triangles roses » reste aujourd'hui encore largement ignoré du grand public. De fait, en dehors de quelques travaux précurseurs, ce n'est que depuis une dizaine d'années que l'on observe la publication de recherches historiques de premier plan sur ce sujet, essentiellement en Allemagne et aux États-Unis. En France, le sujet est demeuré longtemps absent des manuels scolaires et il faut attendre le discours de Lionel Jospin, le 26 avril 2001, quelques jours avant la journée du Souvenir de la Déportation, pour voir le début d'une reconnaissance officielle de la déportation homosexuelle.

Le maintien d'une telle chape de silence ne peut se comprendre sans un bref retour en arrière. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rares sont les homosexuels à témoigner du sort qui fut le leur sous le régime nazi. C'est que le retour à la démocratie en Allemagne ne signifie pas la suppression de la législation discriminante à l'égard des homosexuels, et ces derniers se voient même nier le statut de « victimes du nazisme », qui est alors octroyé à d'autres catégories de déportés, en particulier aux « politiques ». Au sentiment de honte – l'impression de ne pas être des victimes « honorables », ou « méritantes » – s'ajoute par ailleurs souvent la volonté de préserver la réputation de familles déjà éprouvées. Même si certains témoins évoquent, dans leurs mémoires, la présence des « triangles roses » dans les camps, il faut attendre les années 1970 et les débuts de la « libération homosexuelle » pour que soient publiés les premiers témoignages directs de survivants homosexuels à la terreur nazie. Ceux-ci demeurent rares : le temps a fait son œuvre, et beaucoup d'anciens déportés, qui ont refait leur vie, ne souhaitent pas revivre le souvenir de ces années meurtries. On assiste aux premières tentatives de synthèse, dans une atmosphère polémique où se côtoient recherches de fond et travaux beaucoup plus contestables.

Parce qu'elle a été niée, mais aussi exagérée, et qu'elle reste encore aujourd'hui matière à discussion, la question de la déportation homosexuelle doit être replacée dans un contexte historique qui est à la fois celui du totalitarisme nazi et celui de la répression de l'homosexualité en Europe, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La persécution des homosexuels sous le Troisième Reich n'a en effet été rendue possible que parce que des préjugés homophobes étaient profondément ancrés dans les mentalités européennes, et incidemment allemandes, et parce qu'un dispositif répressif préexistait à celui mis en place par le régime nazi. Ainsi, en Allemagne, depuis 1871, le paragraphe 175 du code pénal prévoyait une peine de prison, ainsi que la perte des droits civiques, pour les actes homosexuels entre hommes. Du fait de la difficulté de faire la preuve de conduites qui relevaient essentiellement de la sphère privée, l'objectif des forces de police se cantonnait le plus souvent au maintien de l'ordre public, ce qui impliquait la surveillance des lieux de prostitution et des lieux de drague, comme les parcs ou les urinoirs, mais qui n'empêchait ni la poursuite de pratiques homosexuelles dans des lieux privés, ni les rassemblements de type communautaire dans des lieux semi-publics, comme les bars, les dancings ou les clubs. Cette tolérance partielle explique qu'une scène homosexuelle relativement visible ait pu se développer à partir des années 1880 à Berlin et dans d'autres villes cosmopolites comme Hambourg, ainsi d'ailleurs que dans les grandes capitales européennes, comme Londres et Paris. Sous la République de Weimar, Berlin acquit même le statut officieux de « capitale homosexuelle », du fait de la notoriété de ses bals travestis, de la diversité de ses lieux de rencontres homosexuels, qui pourvoyaient aux besoins de la clientèle huppée comme d'un public plus populaire, et surtout du développement d'un militantisme homosexuel original, symbolisé par le WhK (*Wissenschaftlich-humanitäres Komitee*) de Magnus Hirschfeld qui avait lancé, dès 1897, une pétition, bientôt signée par d'éminentes personnalités, allemandes et étrangères, en faveur de l'abolition du § 175. À plusieurs reprises durant les années 1920, cet objectif sembla près d'être atteint, notamment parce que les partis démocrate (ddp) et de gauche (spd, kpd) acceptèrent de soutenir le projet. Malgré tout, le § 175 ne fut jamais aboli, et dans le contexte de crise généralisée qui marqua les années 1930 en Allemagne, la lutte pour les droits

des homosexuels passa au second plan. De fait, la volonté de retour à l'ordre impliquait la délimitation stricte des frontières de la « normalité » et l'exclusion des groupes supposés y porter atteinte. Définis, notamment par la science médicale triomphante, comme un « contre-type » aux idéaux de virilité et de féminité qui devaient fonder l'identité et la valeur nationales, l'homosexuel et la lesbienne, « invertis » et « asociaux », faisaient figure de boucs émissaires tout trouvés. Leur sexualité, pensée comme « non reproductive », quand bien même ils étaient parfois mariés et parents, faisait planer la menace de la dépopulation, tandis que la figure du « corrupteur de la jeunesse » pédophile alimentait la peur d'une « contagion » homosexuelle. Le discours nazi prit racine dans ce terreau fertile, avant de trouver sa concrétisation dans la mise en place d'un système répressif de plus en plus radical et foisonnant, qui allait trouver son apogée criminel dans la déportation et la mort de plusieurs milliers d'homosexuels.

### Des discours contradictoires

Avant d'aborder la question de la déportation homosexuelle, il importe de revenir sur la manière dont le régime nazi envisageait l'homosexualité. Il apparaît en effet que, sur ce sujet, le nazisme n'a jamais présenté de vision unitaire, ce qui explique la façon parfois contradictoire dont furent traitées les relations homosexuelles tout au long de la période 1933-1945, ainsi que les erreurs d'interprétation qui ont pu en découler [11]. Si la répression, qui s'abat sur les homosexuels à partir de 1933, démontre clairement que le nazisme était fondamentalement hostile à l'homosexualité, il reste que pendant longtemps l'homosexualité a été un sujet de préoccupation mineur au sein du NSDAP, et qu'aucune mesure n'était prévue à l'encontre des homosexuels au sein du parti. L'homosexualité de Ernst Röhm, chef de la SA (*Sturmabteilung* : Section d'assaut), mais aussi membre du BfM (*Bund für Menschenrecht* : Union pour les droits de l'homme), un mouvement homosexuel créé sous la République de Weimar, était de notoriété publique et avait été exploitée par la presse de gauche dès 1932 comme un moyen de discréditer le parti nazi, diffusant, de manière particulièrement dommageable, l'idée que nazisme et homosexualité feraient bon ménage, voire seraient intimement liés. La propagande communiste n'eut de cesse d'identifier, à partir de 1934, l'homosexualité à une « perversion fasciste », jouant sur le fantasme du « traître » homosexuel, tel qu'il avait été construit durant la Première Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres. Bientôt repris par les exilés allemands, le cliché de l'homosexuel nazi, dénoncé dès 1934 par Klaus Mann, allait avoir la vie dure et subsiste aujourd'hui encore, de manière plus ou moins diffuse, chez différents auteurs, qui tendent à confondre homoérotisme, culte de la virilité, société masculine et homosexualité. C'est le cas de Klaus Theweleit, dont les recherches eurent cependant le mérite d'attirer l'attention sur l'esthétique homoérotique privilégiée par le régime, par exemple les sculptures monumentales d'Arno Breker ou de Joseph Thorak, qui entendaient incarner, à travers la musculature hypertrophiée de leurs modèles au corps glabre, l'idéal de beauté aryen et la supériorité de la race allemande. L'atmosphère de camaraderie masculine exaltée aussi bien par les Jeunesses hitlériennes que par des mouvements d'élites comme la SA ou la SS (*Schutzstaffel* : échelon de protection) est également bien mise en scène dans la production cinématographique du Troisième Reich, depuis les documentaires de propagande de la réalisatrice Leni Riefenstahl (*Le triomphe de la volonté*, 1934-1935, *Les Dieux du stade*, 1936-1938) jusqu'à des films d'action comme *Hitlerjunge Quex* (1933), qui jouent sur l'héroïsme de la jeunesse pour susciter des vocations. Il convient néanmoins de distinguer ce qui témoigne d'une instrumentalisation des liens d'amitié et de solidarité entre hommes à des fins politiques, à travers notamment le mythe du *Männerbund* (l'État viril), et ce qui relève de l'homosexualité à proprement parler. Théorisé par Hans Blüher, l'idéal du *Männerbund* peut être défini comme une contre-société masculine élitiste et aristocratique, unie par des liens amicaux et érotiques sublimés dans la discipline, la hiérarchie et le désir de servir la patrie, loin des influences amollissantes de la famille et plus particulièrement des femmes. Blüher donnait comme exemple de *Männerbünde* historiques Sparte, l'Ordre des Templiers, les Chevaliers de Malte et les écoles de Cadets de l'Allemagne bismarckienne, mais on pouvait aussi en trouver l'écho dans des mouvements de jeunesse comme les *Wandervögel* ou sous la forme de la « camaraderie des tranchées » de la Première Guerre mondiale, prolongée dans les Corps francs ou le

Casque d'acier, puis dans la sa. Si l'influence de Blüher sur l'idéologie nazie n'est guère niable – Hitler l'a lu, Alfred Rosenberg le cite, Röhm est un adepte – il convient de souligner que jamais le discours de l'État viril ne dérive vers l'exaltation des rapports homosexuels, Blüher lui-même insistant sur le caractère nécessairement déssexualisé des relations entre hommes (« éros »). Au contraire, à côté du discours de l'amitié virile, certains dirigeants nazis, au premier rang desquels Heinrich Himmler, développèrent une rhétorique homophobe radicale qui allait servir de base à la répression des homosexuels une fois les nazis arrivés au pouvoir.

Dans la *Weltanschauung* nazie, le monde était divisé en communautés qui ne devaient pas se mélanger : les races devaient rester séparées, les sexes ne devaient pas se confondre. En entretenant l'inversion des genres, en remettant en cause les barrières de classe et d'âge, l'homosexuel transgressait ces limites et annonçait le chaos. Cette hostilité foncière du nsdap à l'égard de l'homosexualité s'exprima très tôt publiquement, par exemple lors d'une intervention du Dr Frick, député du nsdap au Reichstag, le 15 septembre 1927, contre l'abolition du § 175, ou le 14 mai 1928, dans une réponse à un questionnaire de la revue homosexuelle *Der Eigene*, dirigée par Adolf Brand :

Il n'est pas nécessaire que vous et moi vivions, mais il est nécessaire que le peuple allemand vive. Et il ne peut vivre que s'il a la volonté de combattre, car vivre est un combat. Et il ne peut combattre que s'il se comporte en homme. [...] Celui qui pense à un amour homosexuel ou lesbien, est notre ennemi ! [...] Le plus fort a raison et le plus fort s'opposera toujours au plus faible. Aujourd'hui, nous sommes les plus faibles, mais nous veillerons à redevenir les plus forts ! Mais nous ne le pourrons, que si nous pratiquons la vertu. Nous rejetons tout vice, et avant tout l'homosexualité masculine, parce qu'elle nous enlève la dernière possibilité de libérer un jour notre peuple de l'esclavage auquel il est aujourd'hui assujéti.

De fait, dans la perspective nazie, l'homosexuel n'avait pas de valeur sociale. S'il refusait de se plier aux exigences de la nation allemande (se marier, faire des enfants) dans un contexte d'angoisse démographique et de lutte pour la conquête de l'espace vital, il devait être éliminé. C'est ce qu'explique Himmler dans son discours adressé aux généraux ss du 18 février 1937, où il ajoute aux stéréotypes homophobes traditionnels une analyse spécifique liée à la survie de la race aryenne, assimilant l'homosexualité à une importation étrangère, conséquence du mélange des races, et plus précisément de l'influence juive. S'inspirant des théories médicales alors en vogue, il distingue notamment les « vrais » homosexuels (ceux dont l'homosexualité serait innée, donc définitive, mais qui ne constitueraient qu'une infime minorité) de ceux qui auraient été « séduits », et qui pourraient, selon lui, être « guéris ». D'où son intérêt, durant la guerre, pour les expériences « médicales » (traitements psychiatrique, hormonal, castration) dont il espérait qu'elles permettraient de renvoyer les homosexuels sur le front, sans risque de « contagion ». Par ailleurs, l'homosexuel, décrit comme lâche, menteur, irresponsable, déloyal, constituerait, selon lui, un « objet idéal de pression », facilement manipulable par les ennemis de l'Allemagne, d'où son inquiétude particulière pour les manifestations homosexuelles dans la SS, élite de la nation allemande, destinée à régénérer le pays. Cela le conduisit à préconiser, à rebours de la morale traditionnelle valorisée par le régime, les relations hétérosexuelles précoces et/ou hors mariage comme un moyen d'évacuer la pression sexuelle accumulée dans une structure strictement homosociale, ainsi qu'à exiger une répression brutale de toute manifestation homosexuelle dans la ss. On voit bien ici que les discours du *Männerbund* et celui de la dénonciation d'une homosexualité dégénérée ne sont contradictoires qu'en apparence. C'est bien parce que le régime nazi, et plus particulièrement ses organisations d'élites, est organisé selon le principe de la solidarité entre hommes qu'il est à tout prix nécessaire de supprimer toute confusion entre les expressions, parfois tendres, voire passionnées, de la camaraderie virile, et l'homosexualité entendue comme une manifestation sexualisée du désir entre hommes ; cela afin d'éviter tout relâchement dans la discipline et la hiérarchie au sein de l'institution, mais aussi de manière à ce que celle-ci ne donne pas prise à la critique à l'extérieur.

L'épisode de la Nuit des longs couteaux ne se comprend clairement que dans ce contexte, et il apparaît que le positionnement d'Hitler sur la question de l'homosexualité fut avant tout

pragmatique. Hitler n'était pas un partisan du *Männerbund*, même s'il était conscient des tendances homo érotiques à l'œuvre au sein de son mouvement et qu'il sut les utiliser. Il n'avait pas non plus développé un discours spécifique sur l'homosexualité, et il toléra, lorsque cela était utile, l'homosexualité au sein de son propre parti. S'il a finalement penché pour la répression, c'est parce que cette solution était la seule logique dans le cadre de la politique raciale et démographique. Ainsi Ernst Röhm ne fut-il inquiété que lorsque ses penchants apparurent en contradiction ouverte avec la thématique du retour aux valeurs morales développée par Hitler après la prise de pouvoir, et parce qu'il devenait, du fait de ses positions en faveur de la « seconde révolution » et de sa volonté de faire de la SA le noyau d'une Reichswehr rénovée, un danger pour l'autorité du Führer et sa tentative de se concilier les milieux traditionnels, notamment militaires. Röhm s'était par ailleurs fait de nombreux ennemis, tels Himmler, Heydrich et Göring, qui contribuèrent à propager l'idée qu'il préparait un complot. Ainsi, en présentant l'élimination du chef de la SA comme le point d'ancrage d'une croisade contre l'immoralité, Hitler jouait des sentiments homophobes ancrés dans la population allemande pour justifier une entreprise avant tout politique et partisane.

La Nuit des longs couteaux marquait de fait un tournant, puisqu'elle allait servir de justification à un durcissement de la politique du régime à l'égard des homosexuels et qu'elle initiait une série de campagnes politiques qui utiliseraient l'accusation d'homosexualité comme un moyen pour discréditer des opposants, que ce soit au sein des mouvements de jeunesse, de l'armée, ou de l'Église catholique. En réaction à l'encyclique *Mit brennender Sorge* du 14 mars 1937, qui dénonçait les fondements idéologiques du nazisme, cette nouvelle campagne homophobe, qui visait tout particulièrement les ordres religieux, fut marquée notamment par la publication à dix mille exemplaires d'une brochure intitulée « Vous devez les reconnaître à leurs actes » et de divers ouvrages anticléricaux sulfureux sur la vie sexuelle des moines. Dans un discours prononcé à la *Deutschlandhalle* de Berlin, devant vingt-cinq mille personnes, le 30 mai 1937, et qui exploitait habilement les préjugés populaires, Goebbels présentait les membres du clergé non seulement comme des homosexuels, mais aussi comme des « corrupteurs de la jeunesse » et des détraqués abusant des malades et des handicapés, évoquant « un phénomène de décadence morale effrayant et révoltant dont on ne trouverait pas l'équivalent dans l'histoire de l'humanité ». Si elle jeta une ombre sur le clergé catholique, la campagne, qui se prolongea jusqu'en 1941, se solda cependant largement par un échec. Toutefois, au-delà de ces cas spécifiques, la répression anti-homosexuelle allait prendre, à partir de 1935, une nouvelle ampleur.

### **Les étapes de la répression**

De même qu'il n'existe pas de discours unique sur l'homosexualité, de même n'existe-t-il pas de traitement uniforme de l'homosexualité par le régime nazi. Il convient en effet de distinguer plusieurs étapes dans la mise en place de la répression et de souligner les différences de traitement qui ont pu exister non seulement en fonction des régions ou des villes concernées, mais aussi selon la nature du « crime » perpétré et la manière dont l'accusé était perçu. De plus, il faut souligner que la répression homosexuelle ne concernait que les ressortissants du Reich, allemands et habitants des territoires annexés, notamment autrichiens, alsaciens et lorrains. Puisque l'homosexualité était considérée comme une forme de dégénérescence, son développement dans des territoires non allemands et parmi des populations considérées comme « inférieures » ne pouvait être considéré que comme indifférent, voire bénéfique.

Les premiers mois qui suivirent la prise de pouvoir furent marqués par la destruction de la scène homosexuelle allemande, qui avait été particulièrement brillante sous la République de Weimar. Trois décrets édictés par le ministre de l'Intérieur de Prusse, Hermann Goering, « pour combattre l'indécence publique », enclenchèrent, à partir de février 1933, une première vague de répression qui visait, entre autres, les prostitués et travestis, les bars, clubs, hôtels de passe homosexuels, ainsi que la vente ou le prêt de toute publication à caractère « indécent », qu'il s'agisse d'ouvrages érotiques ou pornographiques ou de revues homosexuelles destinées à un plus large public, comme *Die Freundin* ou *Die Freundschaft*. Les conséquences furent immédiates, au moins à Berlin et en Prusse. Dès le 3 mars 1933, le *Berliner Tageblatt* pouvait publier un article annonçant la fermeture



des bars et clubs homosexuels et lesbiens les plus connus de Berlin, mais certains purent poursuivre leur activité, au moins jusqu'en juin 1934, grâce à la protection de la sa. D'autres villes furent plus tardivement touchées : des rafles furent organisées à Cologne en 1934, en 1936 seulement à Hambourg.

Symbole de la relative liberté homosexuelle expérimentée sous Weimar, l'*Institut für Sexualwissenschaft* de Magnus Hirschfeld avait été, le 6 mai 1933, pillé et détruit par les nazis. Les documents, les livres de la bibliothèque furent brûlés publiquement, le 10 mai, ainsi que des œuvres d'Havelock Ellis, de Freud et d'autres sexologues. Le WhK se dissout en juin 1933. La plupart des autres mouvements homosexuels choisirent de se saborder. Une période de secret et d'angoisse s'ouvrait pour les homosexuels allemands, à laquelle chacun s'efforça de répondre par une stratégie adaptée. Certains choisirent d'émigrer, d'autres contractèrent des mariages blancs, parfois avec une partenaire lesbienne. La plupart vivaient une double vie, à la merci d'une rafle policière, et plus encore d'une dénonciation. Certains artistes homosexuels, protégés par le régime, comme l'acteur Gustaf Gründgens, raillé par Klaus Mann dans *Mephisto* (1936), ne furent cependant pas inquiétés. Par ailleurs, il semble que, dans certaines villes, une scène homosexuelle ait pu se maintenir, sous une forme très limitée. Ainsi, à Kassel, une branche réduite du *Bund für Menschenrecht* continuait à se réunir secrètement en 1938. La drague dans les urinoirs connut une renaissance, car elle devenait, avec la disparition des bars et des clubs, l'un des seuls moyens, mais aussi l'un des plus dangereux, du fait de la surveillance policière, de faire des rencontres.

De fait, dans un premier temps, la lutte contre l'homosexualité se concentra sur certaines catégories particulièrement visibles. Le 10 février 1934, un décret du ministère de l'Intérieur ordonnait la surveillance régulière des « criminels professionnels » et des « criminels sexuels habituels », ce qui incluait notamment les pédophiles et les prostitués homosexuels, contre lesquels la police criminelle (*Kripo*) pouvait user de la « détention préventive » en cas de non-coopération. Cette « détention préventive » était en fait prétexte à de graves abus, comme en témoigne une lettre anonyme d'un homosexuel allemand, adressée à Ludwig Müller, évêque du Reich, en juin 1935. Il y évoque les maltraitements subies par les prisonniers dans les locaux de la Gestapo, où ils étaient offerts, affamés et transis, aux coups et aux insultes des ss, puis le transfert d'une partie d'entre eux au centre de détention de Columbia-Haus, à Berlin-Tempelhof, où ils subissaient de continuelles tortures, tant physiques que mentales. L'étape suivante était le camp de concentration de Lichtenburg. Une partie des détenus n'avait alors pas même été jugée.

Jusqu'en 1935, les mesures prises par le régime restèrent mal coordonnées. L'élimination de Röhm servit de prétexte à la création d'un bureau spécial chargé de traiter les affaires homosexuelles (*Sonderdezernat Homosexualität*), au sein de la Gestapo. À la fin de l'année 1934, tous les bureaux régionaux de la police criminelle durent lui fournir la liste des personnes connues comme homosexuelles, en particulier celles qui étaient membres d'une organisation nazie. Avec l'entrée en vigueur, le 1er septembre 1935, du nouveau § 175, la répression anti homosexuelle allait prendre une nouvelle ampleur. Depuis la fin du xix<sup>e</sup> siècle, médecins et juristes cherchaient à définir l'homosexualité de la manière la plus précise possible. La nouvelle loi était l'aboutissement de cette obsession. Elle substituait à la formulation initiale, « actes sexuels contre nature » (*Widernatürlicheunzucht*), jusqu'alors comprise par la jurisprudence comme « actes ressemblant au coït » (*beischlafähnliche Handlungen*), ce qui excluait notamment la masturbation, celle plus vague d'« actes sexuels » (*Unzucht*), élargissant ainsi considérablement le champ d'application de la peine. Tout acte inspiré par le désir sexuel à l'égard d'un autre homme tombait désormais sous le coup de la loi, même de simples caresses. Le § 175a, qui concernait les actes homosexuels « aggravés » (prostitution, usage de la force, de l'autorité) apparaissait, en comparaison, peu original, puisqu'il reprenait les propositions de plusieurs projets de loi formulés dans les années 1920, et prévoyait des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de travaux forcés. Le lesbianisme restait cependant en dehors de la loi, malgré les pressions, lors du débat sur la réforme du § 175, de personnalités comme le juriste Rudolf Klare, qui mettait en avant le risque de dépopulation. Une majorité considérait cependant une telle mesure comme superflue car, comme le résumait

grossièrement Thierack, futur ministre de la Justice : « À la différence des hommes, les femmes sont toujours prêtes pour l'acte sexuel. »

En effet, la question du lesbianisme n'apparut jamais comme prioritaire. L'idéologie nazie assignait aux femmes aryennes une place très limitée, et les cantonnait dans un rôle de mère et de gardienne du foyer. L'arrivée d'Hitler au pouvoir fut immédiatement suivie de l'exclusion des femmes des positions influentes qu'elles pouvaient occuper et, pour de nombreuses lesbiennes qui vivaient de manière indépendante, la perte d'un emploi indispensable à leur survie fut souvent plus dommageable que d'autres mesures. Il est dès lors très difficile d'évaluer dans quelle mesure les lesbiennes ont pu être touchées par les mesures de rétorsion. Si, comme les hommes, elles virent leurs bars fermés et leurs journaux interdits, la plupart échappèrent à la répression, soit en faisant, comme les hommes, le choix de l'exil ou du mariage blanc, soit en acceptant de donner des gages de loyauté au système, notamment en se laissant pousser les cheveux et en portant des vêtements féminins. Elsbeth Killmer, ancienne rédactrice de *Die Freundin*, Selma Engler, éditrice de *bif* ou Ruth Margarete Röllig, auteur du livre *Les Lesbiennes de Berlin* (1928), parvinrent à camoufler leur homosexualité et poursuivirent une carrière d'écrivains ou d'artistes. La peintre juive Gertrude Sandmann simula un suicide afin d'échapper à la Gestapo, fut cachée pendant des années par des amies dans un appartement et parvint à survivre. D'autres furent moins chanceuses. Lotte Hahm, la présidente du club lesbien Violetta, fut arrêtée pour séduction d'une mineure, jetée en prison, puis envoyée en camp de concentration. Elle en sortit à moitié paralysée. De manière générale, il faut cependant conclure que les lesbiennes n'ont pas subi de persécutions comparables à celles des homosexuels. Si elles acceptaient d'abdiquer leur personnalité et de se conformer aux normes en vigueur, elles avaient peu de risques d'être inquiétées.

Le durcissement de la législation marquait une nouvelle étape dans la lutte contre l'homosexualité. Après une pause significative en 1936, liée à la tenue des Jeux Olympiques à Berlin, la répression des homosexuels fut organisée de manière systématique, en accord avec une directive secrète d'Himmler, datée du 10 octobre 1936, qui avait pour objet « la lutte contre l'homosexualité et l'avortement ». Un bureau spécial, la Centrale du Reich pour combattre l'homosexualité et l'avortement (*Reichszentrale zur Bekämpfung der Homosexualität und der Abtreibung*), fut créé au sein du Bureau de la Police criminelle du Reich (*Reichskriminalpolizeiamt, rkpa*), avec pour mission d'enregistrer, de fichier et de classer tous les cas d'homosexuels qui lui étaient rapportés. En 1940, les dossiers de la Centrale comptaient 41 000 noms d'homosexuels condamnés ou suspectés, avec des index spéciaux pour les prostitués et les pédophiles. C'est notamment à partir de ces fichiers que diverses institutions, en particulier l'Institut allemand pour la Recherche psychologique et la psychothérapie, du professeur Mathias Heinrich Goering, sélectionnaient les individus sur lesquels des recherches sur l'homosexualité pourraient être menées dans une optique de « rééducation ». La création de la Centrale ne signifiait pas la disparition du bureau spécial de la Gestapo chargé de ces affaires. Tous deux étaient dirigés par la même personne, l'Obersturmführer Josef Meisinger. Les villes étaient désormais quadrillées de manière rationnelle, les routes, gares, parcs, urinoirs, bourses du travail, ou bars faisant l'objet d'une surveillance spécifique, tandis que la population était encouragée à la délation. Les portiers d'hôtel, porteurs, chauffeurs de taxis, employés sanitaires, coiffeurs ou garçons de bain étaient souvent utilisés comme indicateurs. Les conditions douteuses dans lesquelles les suspects étaient interpellés, la difficile évaluation du crime sexuel, la part non négligeable de qualités « psychologiques » exigées des policiers expliquent que ceux-ci peinaient parfois à comprendre ce que l'on attendait d'eux. En septembre 1937, un scandale met ainsi en cause, à Francfort-sur-le-Main, des représentants des forces de l'ordre, accusés d'avoir agi en agents provocateurs pour piéger des homosexuels, allant jusqu'à accepter une fellation pour faire la preuve de la culpabilité.

Le renforcement du § 175 et l'accentuation de la répression conduisirent à une forte augmentation des condamnations. La période 1935-1939 correspond ainsi à la plus forte période de répression

homosexuelle en Allemagne entre les deux guerres . Alors qu'entre 1919 et 1934, le nombre des personnes jugées pour homosexualité (§ 175) était en moyenne de 704 personnes, il atteint 872 en 1934, 2 121 en 1935, 5 556 en 1936. En 1937, on ne dispose plus que du nombre de personnes condamnées , soit 8 271 personnes, 8 562 en 1938 (pour 9 479 personnes jugées), 7 614 en 1939 (pour 8 274 personnes jugées). L'entrée en guerre marqua une baisse des condamnations (3 773 en 1940, 3 739 en 1941, 2 678 en 1942) , sans doute parce que la lutte contre l'homosexualité cessa d'être alors une priorité et que les forces du pays étaient mobilisées dans d'autres domaines. En outre, l'enrôlement dans l'armée a pu constituer pour nombre d'homosexuels une couverture . La spécificité de la répression sous le régime nazi ne tient pas seulement au nombre de condamnations, mais aussi à la nature des sanctions infligées, avec une augmentation des peines d'emprisonnement pour une durée supérieure à trois ans et des peines de travaux forcés. Il convient néanmoins de garder à l'esprit que tous les cas n'apparaissent pas dans les statistiques judiciaires et que certains prisonniers, comme les « corrupteurs de la jeunesse », les prostitués et les récidivistes étaient soumis à un traitement spécial et pouvaient donc être envoyés en camp de travail avant d'être jugés, peut-être même sans jamais être jugés. Certains prisonniers pouvaient en revanche être relâchés, soit pour une occasion spécifique (par exemple en 1939, l'anniversaire du Führer), soit si leur comportement était jugé satisfaisant, par exemple s'ils témoignaient d'une attraction pour les femmes ou s'ils acceptaient de se soumettre à des expériences médicales, comme la castration « volontaire ». Himmler, bien que le plus ardent partisan de la lutte contre l'homosexualité, réservait en effet une place aux tentatives de « rééducation » dans son programme. Lui-même était persuadé que seulement 2 % des cas d'homosexualité étaient innés et que le reste relevait du vice ou de la séduction. Le but était de réintégrer ce dernier groupe dans la communauté au terme d'une période de « rééducation », qui pouvait prendre la forme d'un « traitement » médical de nature psychanalytique , mais des moyens plus radicaux furent rapidement envisagés, comme la castration, qu'elle soit forcée ou « volontaire ». Fin 1937, de telles opérations étaient menées dans 73 centres de recherches de biologie légale rattachés à des prisons ou des camps de concentration. Leur efficacité restait cependant controversée , et la castration ne fut envisagée de manière systématique que pendant la guerre, lorsqu'elle apparut comme le moyen de renvoyer des homosexuels « guéris » sur le front .

De fait, tous les homosexuels n'étaient pas considérés de la même façon, et jamais il ne fut question « d'exterminer » les homosexuels dans leur ensemble : « Le but des nazis au pouvoir était l'extermination de l'homosexualité, pas des homosexuels, même si dans de nombreux cas telle en fut la conséquence dans la pratique . »

### **Le sort des « triangles roses »**

Rüdiger Lautmann, qui publia en 1977 le résultat des recherches qu'il avait menées avec une équipe de jeunes chercheurs dans 13 ou 14 institutions qui incarcéraient les homosexuels, et Richard Plant, qui étudia le cas de Buchenwald, furent parmi les premiers à présenter un tableau détaillé de la déportation homosexuelle . Tous deux ne fournissaient cependant que des résultats partiels, du fait de l'état lacunaire des archives et de l'absence presque totale de témoignages directs. Nombre de documents avaient été détruits au moment de l'évacuation des camps, d'autres n'avaient pas été tenus à jour. Certains enfin étaient manquants, du fait de leur dispersion en Russie et dans les anciens pays de l'Est après la défaite allemande. Parmi les officiels, seul Rudolf Hess évoquait la question dans ses mémoires. Par ailleurs, Lautmann et Plant n'avaient réussi à recueillir que très peu de témoignages d'anciens « triangles roses ». Depuis quelques années, les travaux sur cette question se sont multipliés et, en dépit d'inévitables lacunes, il est désormais possible de livrer une analyse assez détaillée de la déportation homosexuelle, comme en témoigne l'exposition qui s'est tenue en 2000 à Berlin, organisée conjointement par le *Schwules Museum* de Berlin et le *Gedenkstätte Sachsenhausen*, donnant lieu à un remarquable catalogue .

Le 30 mars 1933 était ouvert à Dachau le premier camp de concentration qui servit ensuite de modèle pour Sachsenhausen, Buchenwald et Mauthausen. On y trouve des homosexuels dès les lendemains de la prise de pouvoir : dès 1933, Egon Wüst, l'une des stars travesties du cabaret «



Eldorado », est déporté à Dachau, et Kurt Hiller, militant du WhK, est conduit à Orianenburg. Sachsenhausen reçoit des homosexuels à partir de 1936. Dans la plupart des cas, cependant, les homosexuels ne constituent qu'une très petite minorité à l'intérieur du camp. À Dachau, ils représentent 0,25 % des détenus, 2,5 % à leur plus haut niveau, en septembre 1938. Ils sont au moins 700 à Sachsenhausen entre novembre 1939 et juin 1943, mais seulement entre 80 et 120 sur 30 000 à 50 000 détenus après cette date. À Buchenwald, ouvert en 1937, on comptait, en 1938, 28 porteurs du « triangle rose », 189 en 1944. Au total, ils ne représentèrent jamais que moins de 1 % de l'effectif global. Il faut par ailleurs souligner que les déportés homosexuels ne furent pas immédiatement identifiés par le triangle rose, introduit à Dachau en 1937, mais par le chiffre 175, puis par des bandes rouges avec des points noirs. À Lichtenburg, ils étaient distingués par des bandes de couleur portées sur la cuisse et un « A » (pour *Arschficker*). À Sachsenhausen, les homosexuels portaient d'abord les couleurs brun et noir des asociaux. Le triangle rose y fut introduit à l'été 1938.

De la même manière qu'il n'y eut pas de traitement uniforme des homosexuels par la police et la justice civile et militaire, de même le sort des homosexuels à l'intérieur des camps de concentration put varier de manière notable en fonction du camp lui-même, mais aussi de la date d'internement. Andreas Sternweiler distingue ainsi trois périodes dans l'histoire des homosexuels à Sachsenhausen. La première (automne 1936-automne 1939) correspond à la construction et aux premiers transports de déportés, transférés notamment du camp de Lichtenburg. Elle voit aussi l'augmentation croissante du nombre d'homosexuels (ce qui n'empêchait pas des libérations partielles), dispersés à l'intérieur du camp et soumis, comme tous les détenus, à une entreprise de dégradation et de dépersonnalisation, ainsi qu'au sadisme des gardiens. La deuxième phase (novembre 1939-août 1942) se distingue par la réduction du nombre des libérations, et le durcissement des conditions de détention avec l'entrée en guerre. Cette période est la plus difficile, caractérisée par une volonté d'élimination systématique alors que les homosexuels étaient placés dans une partie séparée du camp : 600 d'entre eux auraient été assassinés entre avril 1940 et avril 1943, avec un pic entre juillet et août 1942. La troisième phase (été 1943 à janvier 1945) vit une nouvelle augmentation du nombre des homosexuels et une normalisation relative de leur situation dans le camp, alors que la priorité allait à l'utilisation des détenus pour l'effort de guerre.

De fait, comme les autres prisonniers, les porteurs du triangle rose devaient affronter des conditions de détention inhumaines. Il semble qu'ils aient cependant particulièrement souffert. Ils étaient ainsi fréquemment assignés à la compagnie disciplinaire (*Strafcompagnie*) et aux tâches les plus difficiles. Eugen Kogon rapporte que les homosexuels étaient, comparativement aux autres groupes, envoyés en plus grand nombre dans les carrières à Flössenburg, Sachsenhausen, Buchenwald ou Mauthausen. Heinz Heger évoque le travail épuisant dans les carrières d'argile à Sachsenhausen, et les jeux sadiques des gardiens. À Buchenwald, les « triangles roses » étaient également envoyés plus fréquemment que les autres vers les camps d'extermination de Nordhausen, Natzweiler et Gross-Rosen. La pénurie de main-d'œuvre leur apporta quelque répit : à l'été 1942, ils furent mis au travail avec les autres prisonniers dans l'industrie de guerre, mais en janvier 1944, ils furent déportés aux centres qui produisaient les V-2 au camp de Dora. Les conditions de travail, de logement et d'hygiène étaient épouvantables et la plupart d'entre eux y moururent. Il semble également que la plupart des homosexuels présents à Buchenwald aient été castrés, tandis que d'autres furent utilisés pour des expériences médicales sur la fièvre typhoïde. Ils auraient également été à Dachau les sujets privilégiés des expérimentations médicales sur la malaria, bien que ce camp ait pu se prévaloir du plus fort taux de survie d'homosexuels internés : près de 40 %.

Les difficultés rencontrées par les « triangles roses » étaient renforcées par les mesures d'isolement, mises en place, à l'initiative de Rudolf Hess, dès 1934 à Dachau, puis progressivement à partir de 1938, à Sachsenhausen ou à Auschwitz. Les homosexuels furent alors séparés des autres prisonniers dans la journée et rassemblés dans une baraque la nuit, afin d'éviter tout risque de « contagion ». Les contacts entre eux étaient également interdits. Heger raconte comment, la nuit, il devait dormir en chemise, les mains bien en évidence sur la couverture car « vous les pédés, vous trouveriez

encore le moyen de vous donner du plaisir . » Dans certains cas cependant, comme dans les camps de Ems et de Rodgau, où il était impossible de maintenir l'isolement de nuit, le « principe de dilution » était appliqué : les homosexuels étaient dispersés dans différents blocs, sous la surveillance hostile d'autres détenus. De fait, leur statut particulier privait les homosexuels de toute aide extérieure. Leurs amis n'osaient pas leur écrire, de peur d'être considérés eux-mêmes comme homosexuels, et leur famille souvent se détournait d'eux .

Les autres groupes de prisonniers les évitaient, soit parce qu'ils partageaient des préjugés homophobes, soit parce qu'ils ne leur faisaient pas confiance, persuadés que les SS les utilisaient comme espions. Le fait que certains gardes SS, ainsi que certains Kapos, utilisaient la sexualité comme un moyen de renforcer les hiérarchies au sein du camp, par exemple en choisissant de jeunes prisonniers, souvent des polonais et des russes, comme « mignons » (*Pielpel*), aggravait la confusion entre ce qui relevait de pratiques s'apparentant à l'abus de pouvoir et au viol dans un contexte de frustration sexuelle, et l'identification comme homosexuel. Pourtant, les faveurs accordées à certains garçons ne signifiaient en aucun cas un meilleur traitement des « triangles roses ». Ceux-ci n'occupaient pas de postes de décision dans la hiérarchie des prisonniers et ils n'étaient presque jamais Kapos. La solidarité entre eux semble également avoir été limitée. Par ailleurs, leur faible nombre au sein du camp les privait de toute influence décisive. Ils étaient de fait, à certaines périodes, au plus bas de la hiérarchie des camps, juste au-dessus des juifs.

Le sort des lesbiennes reste plus difficile à évaluer. Comme nous l'avons vu, le lesbianisme n'était pas puni par la loi, et les lesbiennes qui furent arrêtées l'étaient souvent sous un autre prétexte. On ne sait pas non plus exactement si les lesbiennes portaient un signe distinctif. S'il est parfois question d'un triangle rose avec II (*Lesbische Liebe*) à l'intérieur, nombre de lesbiennes auraient été enregistrées comme politiques (triangle rouge), asociales (triangle noir) ou criminelles (triangle vert). On ne trouve que des traces disséminées de la présence de lesbiennes dans les camps où il semble qu'elles aient souvent été victimes d'humiliations de nature sexuelle et de viols. Claudia Schoppmann relate notamment le cas d'Else, née en 1917, serveuse à Potsdam, qui vivait avec une amie et qui fut envoyée comme « asociale » au camp de Ravensbrück, puis à Flossenbürg. Elle avait vraisemblablement été forcée de se prostituer à Ravensbrück, où l'on promettait aux femmes la liberté si elles acceptaient de servir au bordel pour une certaine période. Par ailleurs, comme chez les hommes, des amitiés homosexuelles se tissaient dans les camps. Dans *Das Mädchenorchester in Auschwitz*, 1982, Fania Fenelon, qui faisait partie de l'orchestre d'Auschwitz, évoque la Kapo Hilde, triangle noir, qui vivait une relation sans honte avec son amie Inge et qu'elle rencontra alors qu'elle était invitée à l'été 1944 à animer un « bal » de nuit dans le bloc des « asociaux ». Selon elle, ce bloc regroupait surtout d'anciennes prostituées et 90 % d'entre elles étaient devenues lesbiennes . De telles relations étaient cependant sévèrement punies si elles étaient découvertes : le châtiment pouvait être la privation de nourriture pendant un ou plusieurs jours, des coups de bâtons (de 25 à 100), l'enfermement dans le bunker ou le placement dans le bataillon disciplinaire, voire la mort.

Le nazisme constitue-t-il un moment unique dans le traitement de l'homosexualité ? Il existe incontestablement une spécificité nazie dans ce domaine : en témoignent l'emploi de la terreur policière, la déshumanisation des victimes, les peines disproportionnées aux actes, la volonté globalisante. Cependant, de tels excès avaient été rendus possibles par l'existence préalable d'une répression policière et judiciaire dont on trouve les origines dès 1871. Encore ne faudrait-il pas ici singulariser l'Allemagne ; les méthodes employées (surveillance des lieux de rencontre, utilisation d'agents provocateurs...) étaient communes à bien d'autres pays. Les dérives médicales renvoyaient à la volonté psychiatrique de contrôle des « pervers », tandis que l'utilisation de la castration à des fins « thérapeutiques » avait été initiée par des recherches étrangères, notamment danoises et suisses.

De fait, l'intensification de la répression ne toucha pas seulement les régimes autoritaires. Dans les démocraties également, les années 1930 et 1940 virent un durcissement des sanctions, même si celles-ci restèrent sans comparaison avec les tourments subis par les homosexuels sous le Troisième

Reich. Ainsi, le régime de Vichy introduisit, pour la première fois depuis la Révolution française, la pénalisation des relations homosexuelles. L'ordonnance du 6 août 1942 prévoyait une amende et une peine comprise entre 6 mois et 3 ans de prison pour tout acte homosexuel ou lesbien perpétré avec un mineur de moins de 21 ans, alors que la majorité sexuelle était fixée à 13 ans pour les hétérosexuels. En revanche, et contrairement à un mythe tenace, Vichy n'organisa pas la déportation des homosexuels. La Seconde Guerre mondiale vit cependant se poser la question de la déportation homosexuelle en Alsace et en Moselle, départements annexés au Reich, et où s'appliquait donc le § 175. Tabou jusque dans les années 1990, ce drame a commencé à être évoqué après la publication du témoignage de Pierre Seel, jeune homosexuel emprisonné à Schirmeck, puis enrôlé dans l'armée allemande. Une commission historique sur la déportation homosexuelle s'est constituée en 2001 afin d'éclairer cet aspect méconnu de l'histoire des homosexuels français. Selon le rapport publié par la Fondation pour la mémoire de la déportation en 2004, 210 personnes arrêtées, puis déportées par les nazis au titre du § 175, ont été pour l'instant répertoriées. 206 étaient des résidents des trois départements annexés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle, et ont été détenus dans les camps de Schirmeck et Natzweiler-Struthof, tandis que 4 étaient des Français d'autres départements, volontaires pour le **sto**, arrêtés en Allemagne.

Le paragraphe 175 resta en vigueur jusqu'en 1969 en **rfa** et jusqu'en 1968 en **rda**. Une discrimination sur l'âge de la majorité sexuelle fut maintenue jusqu'en 1989 en **rda** et 1994 en **rfa**, puis dans l'Allemagne réunifiée. Il fallut attendre mai 1985 pour que Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale allemande, reconnaisse publiquement la persécution des homosexuels sous le régime nazi, rendant possible l'organisation du souvenir et relançant la question de l'indemnisation. Le 10 mai 2002, le Bundestag a finalement voté la réhabilitation, pour beaucoup posthume, des personnes condamnées au titre des § 175 et 175a durant la période nazie. Une estimation globale, effectuée à partir des statistiques officielles du Reich et des statistiques nazies subsistantes, permet d'évaluer le nombre d'homosexuels fichés par la Centrale du Reich pour la Lutte contre l'Homosexualité et l'Avortement à environ 100 000. Parmi eux, plus de 50 000 furent condamnés. Entre 5 000 et 15 000 d'entre eux, si l'on accepte les chiffres proposés par Rüdiger Lautmann, et qui constituent aujourd'hui encore l'hypothèse la moins contestée, furent déportés dans les camps de concentration, où la majorité trouva la mort, dans des circonstances tragiques. Certes, la population homosexuelle allemande étant à cette époque estimée entre 1, 5 et 2 millions, il apparaît que la grande majorité des homosexuels réussit à survivre sous le nazisme. Tous, cependant, furent des cibles permanentes du régime et vécurent dans l'angoisse et l'infamie cette période. À ce titre, ils méritent le Souvenir.

## ARTICLE CONNEXE 2

### Geheime StaatsPolizei (Gestapo)

#### Police d'État secrète (Gestapo)

La Gestapo était la police secrète de l'État nazi.

Le terme "Gestapo" est un acronyme qui dérive de l'allemand *Geheimstaatspolizei*, ou police d'État secrète. Avec la *Sicherheitsdienst* (SD), *Kriminalpolizei* (Kripo) et *Ordnungspolizei* (Orpo), la Gestapo forme une partie importante de la vaste organisation de la police nazie. Il était chargé de lutter contre le contre-espionnage et les actions criminelles contre l'État et le parti nazi.

En tant que tel, il était un élément vital à la fois dans la répression nazie et l'Holocauste. Cette force policière était différente des autres en ce sens qu'elle ne répondait à aucun contrôle judiciaire ou juridique. Il pourrait mener des actions particulièrement impitoyables sans crainte de répercussions civiles.

La Gestapo fut officiellement créée le 27 avril 1933 par Hermann Göring, qui combinait l'État et la police politique dans le plus grand et le plus puissant des États allemands, la Prusse. La loi l'établissant décrivait sa mission: «assurer la lutte efficace contre toutes les tentatives visant l'existence et la sécurité de l'État».

Dans le cadre de la consolidation du pouvoir nazi, toutes les forces de police allemandes ont été combinées. En 1934, la Gestapo était dirigée par le chef SS Heinrich Himmler ; il est devenu une agence nationale à la suite des lois de la Gestapo de 1936, avec Himmler nommé chef de la police allemande. Auparavant en Allemagne, il n'y avait pas d'organisation policière nationale. Chaque état avait eu le sien. Himmler, par exemple, avait établi sa propre version de la Gestapo en Bavière en 1933

L'Allemagne, comme de nombreux pays d'Europe, a une longue histoire de police politique remontant à la période impériale. Il a utilisé des tactiques de surveillance et de coercition contre des mouvements et des individus qu'il jugeait hostiles à l'État ou qui constituaient une menace pour l'ordre établi. Ainsi, la Gestapo a fait preuve d'une grande continuité avec la police allemande en matière de personnel et d'organisation. Cette continuité reflète également le concept de *Gleichschaltung* (la synchronisation des organisations allemandes avec l'Etat nazi). Le policier autrichien Heinrich Müller est devenu le leader le plus connu de la Gestapo.

Pendant que Göring organise la Gestapo en Prusse, Heinrich Himmler prend petit à petit le contrôle des polices des autres états allemands : en mars 1933, il est nommé préfet de police de Munich, puis, un mois plus tard, président de la police de Bavière ; dans les mois qui suivent, il prend le contrôle des polices de Hambourg, du Mecklenbourg, de Lübeck, de la Thuringe. Au printemps 1934, il dirige toutes les polices allemandes à l'exception de la Prusse. Sorti vainqueur d'une lutte pour le pouvoir qui l'oppose à Kurt Dalwege, le protégé de Wilhelm Frick , Himmler unifie toutes les polices allemandes dès sa nomination à Berlin et étend le champ d'action de la Gestapo à toute l'Allemagne ; à la tête du service central de la Gestapo, il nomme son plus proche adjoint, Reinhard Heydrich, déjà responsable du SD.

Heydrich prend comme adjoint à la direction de la Gestapo un ancien membre de la police criminelle de Munich sous la République de Weimar, Heinrich Müller, qui s'était notamment illustré dans la lutte contre les communistes. Le 17 juin 1936, Himmler est nommé chef de toutes les polices allemandes (Chef der Deutschen Polizei) ; il contrôle l'Ordnungspolizei de Kurt Dalwege et la Sicherheitspolizei, qui regroupe la Gestapo et la Kriminalpolizei (KRIPO) , dirigée par Arthur Nebe. La SIPO est chargée de lutter contre les ennemis de l'État : la KRIPO poursuit « les individus qui par la suite de dégénérescence physique ou morale sont séparés de la communauté populaire et qui violent, dans leur intérêt particulier, les dispositions prises pour préserver l'intérêt général », la Gestapo s'occupant « des individus qui, comme mandataires des ennemis du peuple allemand national-socialiste, veulent détruire l'unité nationale et anéantir la puissance de l'État. » Le 22 septembre 1939, la SIPO est incorporée, avec le SD, au Reichssicherheitshauptamt, placé sous la direction de Heydrich, puis de Ernst Kaltenbrunner.

La Gestapo se distinguait des autres corps de police en ce qu'elle fonctionnait non seulement comme une force de police, mais comme une force inséparable du parti nazi, avec un mandat d'agir en dehors de la loi ou du contrôle judiciaire pour combattre une activité légale jugée inacceptable par le Parti.

Éliminer toute résistance potentielle à la prise du pouvoir par Hitler en 1933 fut l'une des premières tâches de la Gestapo. Les officiers de la Gestapo ciblaient principalement les ennemis politiques des nazis, tels que les communistes, les sociaux-démocrates, les libéraux et d'autres cibles, mais pas les Juifs au départ.

L'une des armes les plus efficaces de la Gestapo était *Schutzhaft* ou «garde protectrice». Contrairement à son utilisation dans les pays démocratiques où un témoin ou un autre individu est placé en détention pour le protéger d'une menace réelle, les nazis utilisent le concept très différemment. Parce que les ennemis de l'Etat étaient tellement haïs, soutenaient-ils, il était nécessaire de les garder en détention préventive pour les protéger de la colère des bons citoyens allemands.

Cette logique tordue a permis au pouvoir de la Gestapo d'arrêter des individus et de les détenir

indéfiniment dans des camps de concentration comme Dachau sans jamais les accuser ni leur donner une audience judiciaire. À la fin de l'été 1933, environ 100 000 Allemands avaient été emprisonnés et 500 à 600 personnes avaient été tuées.

Le pouvoir répressif de la Gestapo dépasse de loin ses effectifs. En 1944, il n'en employait que 32 000, dont 18 500 étaient réellement impliqués dans la «police». Il maximisait ces petites ressources grâce à des informateurs et à un grand nombre de dénonciations de la part de la population locale.

Au niveau national, la Gestapo s'est concentrée sur l'élimination des organisations qui s'opposaient au régime, les accusés de résistance, les «charges morales» traitant des relations non autorisées avec les «inférieurs» raciaux et toutes les formes de «non-conformité».

Avec son incorporation dans le bureau principal de la sécurité du Reich de la SS (RSHA), la Gestapo est devenue le département IV et était une partie officielle de l'appareil qui a effectué l'Holocauste. Les bureaux de la Gestapo ont été établis à travers l'Europe occupée par les nazis. À partir de ces bureaux, les responsables de la Gestapo ont aidé les SS, les autorités d'occupation militaire et les administrateurs civils nazis à rassembler et expulser les Juifs et à neutraliser les résistants. En outre, la Gestapo a maintenu des bureaux dans les camps de concentration.

Des hommes de la Gestapo de niveau inférieur ont été assignés aux tristement célèbres *Einsatzgruppen* (unités de tueries mobiles) qui ont tué plus de 1,5 million de Juifs dans l'Union soviétique occupée. En outre, le lieutenant-colonel SS Adolf Eichmann, responsable de la coordination de la déportation massive des juifs européens vers les centres de massacres, a dirigé la section IVb4 de la Gestapo. Dans presque toutes les circonstances, la Gestapo a travaillé en étroite collaboration avec la police de sécurité, le SD, ainsi qu'avec les dirigeants SS et militaires locaux pour détruire la résistance au régime et faciliter la politique antijuive.

Dirigée de 1935 à 1945 par Heinrich Müller, la Gestapo est organisée en 6 départements (en allemand Amt, au singulier), qui comportent plusieurs sections. La plus connue d'entre elles, la section B4, dirigée par Adolf Eichmann, sera le principal organisateur de l'extermination des Juifs d'Europe.

#### **Amt A : adversaires du nazisme**

- 1. Communistes, marxistes et organisations apparentées, propagande illégale ou hostile
- 2. Contre-Sabotage et mesures de sécurité générale
- 3. Réactionnaires, libéraux, légitimistes, émigrés
- 4. Service de sécurité, prévention des attentats
- Amt B : églises, sectes religieuses, Juifs et francs-maçons
  - 1. Catholicisme politique
  - 2. Protestantisme et sectes
  - 3. Autres églises et francs-maçons
  - 4. Juifs

#### **Amt C**

- 1. Fichier central, gestion du personnel, surveillance des étrangers
- 2. Internements de protection
- 3. Presse et publications
- 4. Affaires du parti

#### **Amt D : territoires occupés et travailleurs étrangers en Allemagne**

- 1. Protectorat et Tchécoslovaques résidant dans le Reich
- 2. Gouvernement général et Polonais résidant dans le Reich
- 3. Ennemis de l'état étrangers



- 4. Territoires de l'Ouest : Pays-Bas, Belgique, France, Luxembourg, Alsace, Lorraine, Norvège, Danemark

#### **Amt E : Contre-espionnage**

- 1. Problèmes généraux et contre-espionnage dans les usines du Reich
- 2. Problèmes économiques généraux
- 3. Pays de l'Ouest
- 4. Pays nordiques
- 5. Pays de l'Est
- 6. Pays du Sud

#### **Amt F**

- 1. Police des frontières
- 2. Passeports
- 3. Cartes d'identité
- 4. Police des étrangers

#### **Amt P : Relations avec les polices étrangères**

- Referat N (1941) : centralisation des renseignements

Au travers de l'appareil du parti nazi, du Gauleiter au Blockleiter, la Gestapo dispose en Allemagne, « de dizaines de milliers d'oreilles et d'yeux attentifs. » Si le rôle réel de la Gestapo dans l'incendie du Reichstag est controversé, elle est bien au centre la la préparation de la nuit des longs couteaux. Elle contribue à monter le dossier du faux complot de Ernst Röhm contre Adolf Hitler et à rédiger la liste des personnes à assassiner ; elle participe également aux meurtres et commet notamment ceux de Herbert von Bose, de Kurt von Schleicher et de son épouse et de Erich Klausener. Désormais indépendante, la SS peut mener à bien sa besogne. Le parti nazi étant reconnu parti unique, la Gestapo continue à traquer sans relâche les opposants politiques, en particulier les membres du KPD. De même, ceux qui n'entrent pas dans l'idéal du parti que les nazis appellent la Volksgemeinschaft (la communauté du peuple), sont rapidement repérés et interceptés.

On commence alors à s'intéresser aux minorités en particulier aux Juifs. Le parti va mettre à la disposition de la Gestapo une base légale pour multiplier les arrestations : le 19 septembre 1935, sont votées les lois de Nuremberg dans lesquelles il est disposé que tout mariage entre juifs et allemands est strictement interdit. Un climat général de terreur s'est installé en Allemagne. Alors que la police apparaît lors des films de propagande comme proche du peuple, les dénonciations se multiplient. Durant l'été 1936, Himmler est nommé Chef der Deutschen Polizei (chef de toutes les polices d'Allemagne) mais c'est Heydrich, son bras droit qui la dirige véritablement. En outre, le ministère de l'Intérieur possède encore un contrôle important. Les intellectuels SS ont un rôle de plus en plus déterminant au sein de la machine nazie à partir de la fin des années 1930. Werner Best, juriste et technocrate SS, est l'un d'eux.

Il assiste Heydrich à la tête de la Gestapo jusqu'en 1940. Franz Six est quant à lui le concepteur du Gegnerforschung (section de la Gestapo qui traque les ennemis du Reich) et recruté par Heydrich au sein du SD. En 1938, suite à l'Anschluss, les dirigeants de la gauche autrichienne sont arrêtés. L'année suivante, la Gestapo établit une liste des opposants tchèques à supprimer.

Les oppositions grandissent contre la brutalité du régime policier. L'association de la Rose blanche, dirigée par Sophie et Hans Scholl, critique la boucherie de Stalingrad ainsi que les déportations. Dénoncés, ils sont arrêtés par la Gestapo puis décapités le 22 février 1943 près de Munich. La police secrète traque les auditeurs des radios étrangères, dont l'usage est strictement interdit,

reconnu comme un acte de trahison. Les amateurs de musique américaine (jazz et swing) sont également pourchassés puisque le régime n'autorise pas l'écoute de la "musique nègre".

Enfin, les mariages mixtes sont analysés au peigne fin. À Francfort, Heinrich Baab ordonne l'arrestation des Juifs mariés avec des Aryens : la ville va connaître des dizaines de milliers d'arrestations (1941-1943). Au mois d'août 1943, Himmler est nommé Reichs-und Preussischer Minister des Innern (Ministre de l'Intérieur) : il est désormais le maître incontesté du régime policier allemand.

À l'Est

Au cours de l'année 1939, les dirigeants de la Gestapo forment leurs hommes à une prochaine entrée en guerre. Müller coordonne l'opération Tannenberg qui sera un prétexte pour attaquer sans scrupule la Pologne en septembre.

Le 4 juin 1942, Heydrich décède suite à un attentat à Prague. Cet événement intensifie la violence et les arrestations. Himmler reprend provisoirement la direction du RSHA jusqu'en janvier 1943, période à laquelle Ernst Kaltenbrunner lui succède. En représailles à la mort, près de la capitale tchèque, les SS et la Gestapo rasant de la carte le village de Lidice en fusillant tous les hommes et en déportant les femmes et les enfants.

En Pologne, par exemple à Lublin, le chef de la Gestapo, Oswald Gudenlach fait assassiner des dizaines de milliers d'innocents et organise une gigantesque rafle antijuive entre le 3 et le 4 novembre 1943, plus de 43.000 personnes sont assassinées.

À l'Ouest

À Paris, c'est l'Obersturmbannführer Kurt Lischka qui dirige la Gestapo à partir de l'automne 1940 en s'installant rue des Saussaies (8<sup>e</sup> arrondissement). Le président du Conseil français, Pierre Laval, se met d'accord avec les nazis pour mener efficacement l'arrestation des Juifs par la police française : au total 80 000 Juifs français sont déportés.

En France, elle a aussi la charge de parfois contrôler et censurer le courrier (travail généralement assuré par la Wehrmacht) : elle appose sur les plis contrôlés un cachet rond où figure la légende "Geheime Staatspolizei" avec au centre l'aigle allemand à croix gamée.

Entre l'automne 1939 et le printemps 1940, Hitler veut gagner la guerre au plus vite. Il ordonne l'élimination de 70 000 personnes par les Einsatzgruppen (commandos SS) en Europe de l'Est en particulier en Ukraine et en Biélorussie. Les unités SS et la Gestapo prêtent main forte à ces unités mobiles pour exterminer les hommes en âge de combattre. Avec la réquisition des moyens de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), c'est notamment au sein de la Gestapo dans le service IV.B.4 dirigé par Adolf Eichmann, que sont organisés tous les transports de prisonniers vers les camps de concentration. C'est également elle qui procède aux arrestations des Juifs - qui, désormais doivent porter l'étoile jaune - et des opposants politiques en Allemagne et dans les territoires conquis.

Le 31 juillet 1941, Heydrich établit un plan pour l'élimination des Juifs à "grande échelle" : l'opération Reinhard. L'objectif est de planifier l'extermination de 2 millions de Juifs polonais. Durant l'automne, Himmler ordonne sa mise en place. Le 20 janvier 1942, Müller est présent à la conférence de Wannsee, durant laquelle on coordonne la Endlösung (Solution finale). Le projet est diffusé au sein de la Gestapo, auxiliaire incontournable de sa mise en place. Heydrich veut faire de ses policiers non plus les modèles de la Volksgemeinschaft, mais "des policiers politiques", véritables acteurs de la Solution finale.

La Gestapo fonctionne sans aucun tribunal et décide elle-même des sanctions à appliquer. Elle s'est

rendue célèbre, en Allemagne d'abord, puis dans toute l'Europe occupée, par la terreur implacable qu'engendrent ses procédés. Elle incarne l'arbitraire et l'horreur des forces nazies. La Gestapo est une police des esprits, ayant des informateurs dans toutes les couches sociales de la population. Aux policiers allemands ou aux 1 500 policiers présents sur le territoire français, s'ajoutent 40 000 auxiliaires d'origines diverses, y compris le grand banditisme.

En avril 1942, Himmler obtient d'Hitler que les pouvoirs de police soient transférés des militaires au général de police SS Karl Oberg. La Gestapo peut alors appliquer à la France les méthodes employées en Allemagne et dans les autres territoires occupés. Dès le 10 juin, le pouvoir central nazi lui recommanda d'utiliser la torture lors des interrogatoires pour arracher des aveux et des informations aux prisonniers récalcitrants. C'est le cas notamment du chef de la Gestapo à Lyon, Klaus Barbie qui sera le bourreau de Jean Moulin.